

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article7370>

Ces policiers qui veillent sur les personnalités menacées

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : samedi 29 mars 2008

Spyworld Actu

L'une des unités les plus secrètes de la police a reçu en exclusivité « Le Figaro ». Le GPPN protège en permanence vingt personnalités à haut risque.

[» LIRE - Jean-Louis Bruguière : 27 ans sous protection](#)

Lors du dernier congrès de « Ni putes, ni soumises » en région parisienne, ils étaient dans la salle, incognito. Le regard rivé sur deux invitées, l'une pakistanaise et l'autre syro-américaine, menacées de mort par les islamistes.

Loin du cliché du gorille ou de l'impavide garde du corps, les officiers de sécurité du Groupe de protection de la police nationale (GPPN) sont discrets. « Ne pas attirer les regards, taire nos méthodes et l'identité de ceux dont nous assurons la sécurité sont nos règles d'or », annonce le commandant Vincent Sarguet, « patron » du Groupe qui a ouvert ses portes en exclusivité au Figaro. Créé en 1989, le GPPN compte 130 policiers, dont 40 sont déployés en Corse où intimidations et « contrats » rythment la vie insulaire.

Ils sont triés sur le volet. « À l'oral, nous éliminons les "cow-boys" ou ceux qui espèrent rentrer tous les soirs à 19 heures, explique le commandant Sarguet. Nous recrutons des gens mûrs, à bonne capacité cardiaque, peu émotifs et assez présentables pour évoluer en ambassade... » Beaucoup pratiquent un sport de combat.

Actuellement, ils protègent 24 heures sur 24 une vingtaine de personnalités. Outre les huit juges et le procureur du pôle antiterroriste à Paris, le GPPN ne lâche pas d'une semelle les préfets de Corse-du-Sud et de Haute-Corse, le président de l'Assemblée territoriale insulaire, Camille de Rocca Serra (UMP), mais aussi des ambassadeurs étrangers dès qu'ils quittent leur représentation diplomatique.

Les superflics accompagnent aussi quelques leaders associatifs, syndicaux ou religieux, comme le grand rabbin Joseph Sitruk. La présidente du Medef, Laurence Parisot, a ainsi évité de se retrouver prise dans une manifestation anti-CPE au printemps 2006.

Une échelle des risques

Ces « bodyguards » à la française protègent plus ponctuellement une dizaine de particuliers, pour d'éclectiques raisons. Outre des repentis sud-américains liés aux cartels ou des témoins importants lors de procès sensibles, le GPPN suit Salman Rushdie, l'équipe de France de football ou, pendant l'affaire Elf, Eva Joly. Le journaliste Philippe Val, à l'époque des caricatures de Mahomet, a aussi été affublé d'anges gardiens.

« Le niveau de protection, géré de manière très rigoureuse, s'adapte à l'évolution de la menace », précise le commissaire Pierre-Édouard Colliex, chef du Service de sécurité du ministère de l'Intérieur. Brassant données conjoncturelles et demandes de pays étrangers, écoutes téléphoniques et « tuyaux » d'informateurs, l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste élabore, au cas par cas, une échelle des risques. « Celle-ci va du degré 1, correspondant à l'imminence d'un attentat, au degré 4 pour un péril plus diffus. En général, nos "clients" sont aux degrés 3 et 4, liés à des menaces précises », précise-t-on au GPPN. La panoplie des moyens va du simple garde du corps équipé d'un bâton télescopique pour éviter l'entarteur ou le gifleur, au dispositif plus lourd susceptible d'intégrer une demi-douzaine de fonctionnaires reliés par radio, une voiture blindée et des pistolets-mitrailleurs.

Ces policiers qui veillent sur les personnalités menacées

« Au quotidien, les officiers de sécurité sont fidélisés à une personnalité afin d'en connaître ses habitudes et son entourage proche, confie le commandant Sarguet. Cela nous évite d'intervenir quand un familier vient soudain lui faire la bise... » Experts, ces flics d'élite prodiguent des conseils pratiques sur la serrurerie ou le blindage d'un domicile. En chemin, ils détectent tout indice inhabituel, tel un scooter en bas de l'immeuble ou une poubelle mal rangée. La « protec » est totale.

Jusqu'à être gênante ? « Quand quelqu'un nous dit un soir qu'il n'a pas besoin de nous pour aller au cinéma, le dispositif est levé », considère-t-on place Beauvau. En aucun cas, insiste le commissaire Colliex, « les policiers ne deviennent la propriété des gens qu'ils protègent. On s'arrange juste lors de réelles incompatibilités d'humeur... »

Le système est d'ailleurs en pleine rationalisation : des pourparlers sont en cours avec la Chancellerie pour financer voitures et chauffeurs de magistrats. Chaque année, leur protection coûte trois millions d'euros à l'Intérieur.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/actualites/2...>